

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité – 20 septembre

1. Accueil des réfugiés

⇒ **La question de savoir si la France a les moyens d'accueillir les réfugiés continue à tirailler le pays.** Le rejet de principe reste très limité et tend même à décroître (11% pensent que « *la France n'a pas à accueillir ces personnes* »). En revanche presque une moitié (46%), en progression de 5 points en deux semaines, pensent que la France « *devrait accueillir [ceux qui fuient la guerre dans leur pays] mais que la situation actuelle du pays ne le permet pas* ».

A gauche, 61% estiment que nous pouvons accueillir les réfugiés (en baisse de 8 points en deux semaines) contre 35% que nous n'en avons pas les moyens. Le refus net reste pour sa part très résiduel (4%).

« Les pauvres gens qu'il faut recevoir. C'est triste pour les migrants, et pour nous cela ne va pas être pas simple il faut aider les gens qui sont chez nous aussi » (PS)

« Je ne supporte pas qu'il y ait des gens qui soient maltraités chez eux et je voudrais qu'on les accueille. »

« D'un côté je suis contente pour eux mais de l'autre j'ai peur. Je ne suis pas sûre que l'on puisse se permettre de les nourrir et les loger, on n'a peut-être pas les moyens et ça va être au détriment d'autre chose. »

« Le gouvernement accueille des réfugiés syriens alors que nous n'arrivons pas à maintenir les Français à un niveau de ressources convenable » (SSP)

« Moi je pense qu'en France on a assez de personnes qui ont besoin d'aide, qui demandent des appartements, et que ces personnes devraient être prioritaires, malgré que je ne suis pas contre les migrants ».

⇒ Les lignes semblent assez peu bouger si l'on s'arrête aux équilibres d'ensemble mais, sous la surface, **la France semble se polariser en deux.**

En demandant de choisir plus clairement entre deux options, on retrouve les **clivages identifiés, de façon plus nette encore que les semaines passées : d'un côté les CSP+, les habitants des grandes agglomérations, et les sympathisants de gauche**, qui sont entre 60 et 70% à penser que « *c'est un devoir pour la France d'accueillir ces réfugiés des pays en guerre* » ; **de l'autre les catégories populaires, les non diplômés, les habitants des communes rurales, et la droite**, qui estiment dans des proportions similaires que « *la France ne doit pas accueillir ces 24000 réfugiés car il faut avant tout aider les personnes qui n'arrivent pas à se loger et à vivre décemment en France* ». A noter que le clivage politique le plus profond semble bien se stabiliser au milieu de la droite (63% des sympathisants UDI sont pour la première option).

⇒ La stabilité de surface s'explique aussi par le fait que **les critiques de notre action ne portent moins sur la gestion immédiate de cette crise que sur le moyen ou long terme**. Ainsi dans l'immédiat, 51% des Français jugent que le gouvernement « *met tout en œuvre pour accueillir dignement les réfugiés* » : un score honorable, qui ne fait pas l'objet de clivages partisans.

En revanche **nous ne semblons pas aux yeux des Français proposer des solutions claires et efficaces pour gérer cette crise dans la durée**. Ils ont très majoritairement le sentiment que nous ne faisons **pas assez pour « limiter le nombre de réfugiés qui arrivent »** (67%, y compris 53% à gauche), **ni pour « contrôler les frontières »**, alors que 82% souhaiteraient les rétablir au niveau national.

« *On ne regarde pas les problèmes en face. On pourrait anticiper la situation aux niveaux des frontières et faire un meilleur accueil à ces migres qui arrivent.* » (PS)

« *Il faut trouver une solution, faire cesser la guerre dans leur pays pour qu'ils puissent rester chez eux en paix.* »

« *On ne traite pas le problème au fond. L'accueil de règlera pas le problème politique. On sème la guerre dans tout le Moyen-Orient. Si on ne cherche pas à sortir du conflit on ne règlera rien.* » (FdG)

« *Ça fait des années que ça aurait pu être prévu. Mais aucun chef d'Etat na fait en sorte d'y remédier* » (EELV)

« *Comment ça se fait qu'il n'y ait pas, dans les périphéries de l'Europe, des lieux comme des camps de réfugiés ?* » (Modem)

« *Je suis d'accord pour accepter des migrants mais, là aussi, au lieu d'agir au départ on met un coup de pansement après... Je pense que si on règle le problème de la guerre en Syrie ça serait réglé* » (SSP)

Nous pourrions chercher à **rendre plus audible encore tous les volets du plan d'action, en particulier ceux qui agissent en amont de l'accueil** et qui sont spontanément attendus : contrôle et enregistrements aux frontières, aide humanitaire et plus près des pays d'origine, combat contre Daesh et plus généralement contre les facteurs de déstabilisation régionaux etc.

⇒ A noter que **l'Europe est de plus en plus prise à partie et critiquée pour son imprévoyance et son impuissance**. Le « *revirement allemand* » et « *l'incapacité de l'Europe à s'entendre* » ont été particulièrement notés.

« *Ce qui m'a marqué c'est le désaccord entre les gouvernement des pays européens* » (PS)

« *Le revirement allemand, c'est étonnant, c'est un dur retour à la réalité. Ils se sont pris un mur.* »

« *Ce qui me désole le plus c'est l'incapacité de trouver un accord* » /« *Ils ont fait des réunions à Bruxelles. Il n'y a que des bla bla* ».

« *Il n'y a pas de position européenne* » (UDI)

« *Des mois de tergiversations* » (LR)

« *Un manque de réaction de l'Europe, trop tardive, ça faisait très longtemps qu'on voyait venir* » (SSP)

« *Le changement de cap du gouvernement français de l'union européenne* » (FdG)

⇒ Concernant les frontières, les 82% disant souhaiter leur rétablissement en France se décompose en **46% qui demandent un rétablissement « seulement temporaire »** et **36% de plus radicaux qui appellent à un rétablissement « définitif »**. Les jugements sont politiquement clivés : 75% au FN souhaitent des contrôles définitifs ; la droite modérée penche à 50% pour des contrôles temporaires contre 40% des contrôles définitifs ; la gauche à 48% pour des contrôles temporaires et 21% pour des contrôles définitifs (seuls 30% souhaitent ne pas rétablir de contrôles).

A noter que la vision de ce rétablissement des contrôles est assez extensive : **63% pensent ainsi que « tout le monde, y compris les Français revenant de l'étranger » devrait être concerné par ces contrôles**, contre 25% « *seulement les étrangers hors UE* » et 11% « *seulement les étrangers, y compris*

les ressortissants de l'UE ». La distinction qu'a tenté d'opérer le président des Républicains ne semble pas trouver d'écho dans l'opinion.

⇒ Dans l'ensemble, **Bernard Cazeneuve est jugé « le plus crédible et le plus efficace pour résoudre cette crise des migrants »** (37%) puis **Manuel Valls** - assez peu présent jusqu'à la semaine dernière - (33%), **le PR n'arrivant qu'en troisième position** (18%). La crédibilité de B. Cazeneuve est particulièrement forte à droite : moins clivant, il est préféré au PR et au PM par la moitié des sympathisants de droite modérée. En revanche **à gauche, aucun ne se détache clairement** : Manuel Valls 33%, François Hollande 32%, Bernard Cazeneuve 27%.

On retrouve dans les verbatims ce **sentiment de manque de compréhension et de cadrage** :

« Les migrants. Ce qui m'a marqué c'est le sentiment que c'est impossible de gérer ce qui se passe. » (PS)

« C'est difficile de se faire une opinion »

« L'arrivée des réfugiés et des gens qui n'ont pas de toit, c'est impressionnant. On ne sait pas comment réagir et qui croire. Car on a un manque d'info sur le futur et comment ça va se passer »

« On ne sait plus où on en est ». (SSP)

« Les positions de François Hollande sur les conflits et les migrants, c'est tellement confus et cacophonique que je n'ai rien compris. Tout le monde s'exprime sans unité dans la classe politique sur un sujet aussi grave »

« Tous ces migrants qui arrivent en grand nombre et de partout, et maintenant qu'il y a eu des inondations en Chine il va falloir s'occuper de réfugiés chinois. » (LR)

« La gestion de la crise des migrants, c'est une position qui fluctue tous les jours. Ils changent d'opinion tout le temps »

- En apparence les lignes bougent peu mais :
 - les opinions se polarisent au milieu d'émotions contradictoires et fortes (compassion à l'égard des migrants, crainte que sa situation personnelle passe au second plan, colère à l'égard des responsables politiques qui n'ont pas anticipé et que l'on somme d'agir, etc.), avec des doutes principaux qui concernent toujours notre capacité à accueillir les réfugiés sans dégrader la situation des personnes déjà présentes.
 - les craintes sur la durée et l'ampleur du phénomène se sont accrues, de même que la défiance à l'égard de l'Europe pour trouver des solutions collectives. Le réflexe du repli et la recherche de protection progressent donc significativement.
- Outre continuer à rassurer sur l'absence d'effet de substitution réfugiés / Français en difficultés, le besoin paraît double :
 - montrer plus nettement que l'on agit sur les causes. L'Europe est particulièrement attendue sur ce sujet, même si une désillusion commence à pointer. Le sentiment d'impuissance collective risque de renforcer l'attrait pour des solutions nationales, ce que l'on voit déjà sur les frontières.
 - faire entendre une parole politique / cadrage régulier pour fixer les perceptions, rassurer sur la maîtrise, et canaliser les craintes d'être débordés par cette crise. Il y a un besoin de dire régulièrement ce qu'il se passe et pourquoi (d'où viennent les personnes accueillies, comment), ce que l'on fait, ce que l'on va faire, quelles sont les causes de la crise et comment nous progressons dans leur traitement. Pour le moment, l'interprétation des faits et la compréhension d'ensemble de la crise (et de notre réponse) est laissée entre les mains de l'opinion. Elle pourrait nous échapper.

.../...

2. Réforme du code du travail

⇒ La première réaction au principe d'assouplir le code du travail n'est pas si mauvaise, et **s'il est bien expliqué le constat que propose le gouvernement peut trouver un bon écho d'opinion**. Ainsi, lorsque le projet est détaillé, **les Français se déclarent a priori favorables à ce qu'on donne la possibilité aux entreprises et aux salariés de négocier** :

- 83% sont ouverts aux négociations « *sur les conditions d'embauche comme par exemple la période d'essai* » ;
- 73% sur « *les salaires* » ;
- 72% sur « *le temps de travail* » (dont 62% des sympathisants de gauche) ;
- 63% sur « *les conditions de licenciement comme par exemple le montant des indemnités* » (dont 56% à gauche).

⇒ Mais, avant de les interroger dans ce niveau de détail, plusieurs questions confirment bien les **freins qui pourraient gêner cette réforme** :

- **un lien insuffisamment clair avec la création d'emplois**. Une petite moitié seulement (49%) jugent que cela aurait des conséquences positives sur le taux de chômage. Le reste se partage à parts égales entre conséquences neutres ou négatives. La gauche est plus sceptique que la moyenne (40% anticipent des conséquences positives), la réticence est la plus forte chez les CSP-.
- **une confiance assez faible envers les syndicats**. Seuls 45% font « *confiance aux syndicats pour négocier avec les entreprises sur ces sujets* ». Un français sur quatre (27%) ne fait pas « du tout » confiance aux syndicats. Parmi ces derniers, on trouve essentiellement des personnes en âge de travailler (31% des 35-64 ans), des CSP- (27%), des sympathisants de droite modérée (38%) ou du FN (45%).

Au final, **beaucoup des réticences à cette réforme semblent tenir à sa compatibilité avec le maintien de la protection des salariés**. 54% jugent que les deux objectifs affichés par le PM (« *plus de souplesse pour les entreprises mais pas moins de protections pour les salariés* ») ne sont **pas compatibles**. Ce chiffre monte à 79% pour ceux qui craignent des conséquences négatives sur le chômage. A l'inverse, les 2/3 de ceux qui sont ouverts à cette réforme estiment que cela n'empêcherait pas de maintenir des protections aux salariés. **La corrélation est très nette**.

➤ La première réaction n'est pas mauvaise, et lorsque les objectifs de la réforme sont clairement expliqués, ils peuvent emporter une large approbation. Mais ces résultats confirment aussi les principales faiblesses identifiées : (i) la nécessité d'une telle réforme et son objectif (faciliter la création d'emploi) n'apparaissent pas spontanément pour l'opinion ; et (ii) la confiance dans les syndicats est relativement faible. Sur chacun de ces points, la moitié des Français doutent, ce qui suffit à empêcher une adhésion solide (en comparaison, peu avaient des doutes sur la nécessité de déverrouiller l'économie là où il y avait des rentes ; ou sur le lien entre travailler un jour de plus et créer de l'emploi - ce qui a porté le soutien à la loi Macron).

Dès lors se réveillent des craintes concernant les protections : pourquoi risquer de les affaiblir pour un bénéfice qui n'est pas évident, ni pour soi (les syndicats sauront-ils mieux défendre mes intérêts que la loi ?) ni pour les autres (cela peut-il aider ceux qui cherchent un emploi ?).

Il paraît donc important de réaffirmer les objectifs poursuivis, les modalités concrètes, les lignes rouges que nous ne franchirons pas, et d'utiliser des exemples réels de ce qui sera rendu possible et ce qui ne le sera pas (type Smart : le fait que les salariés décident eux-mêmes a été entendu, même si les paramètres du compromis proposé n'emportaient pas toujours l'adhésion).